

*Questions orales***LE COMMERCE****LES CONSÉQUENCES DE L'IMPOSITION DE QUOTAS
D'IMPORTATION SUR LES CHAUSSURES**

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Commerce international. Celui-ci nous dirait-il quelles mesures il entend prendre pour résoudre le problème de centaines de détaillants de la chaussure qui sont menacés de fermer boutique parce que la réimposition des quotas d'importation a pour effet de réduire terriblement les séries que ces commerçants offrent depuis des décennies?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, le député n'ignore pas que la réimposition des quotas d'importation dans le domaine de la chaussure fut précédée de rencontres avec les représentants des détaillants, bien sûr, mais aussi des importateurs et des fabricants. Ce n'est qu'après ces consultations que nous avons établi des quotas en tenant compte des intérêts de tous les groupes, de la façon la plus équitable qui soit. Je suis persuadé que les contingentements permettront non seulement aux détaillants de vendre un volume plus considérable de chaussures canadiennes, mais aussi de survivre sans trop avoir à souffrir de la situation.

LA POSITION DES DÉTAILLANTS INDÉPENDANTS

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame le Président, je me demande si le ministre tient compte de deux faits dans cette affaire. Premièrement, les contingents ont été accordés tellement tard que le délai prévu pour interjeter appel était expiré et son ministère refuse ceux qui lui sont présentés maintenant. Deuxièmement, les détaillants concernés n'ont rien à voir avec les chaînes et ne s'intéressent qu'à environ 15 p. 100 des contingents dont le ministre a parlé.

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, le député devrait savoir que les détaillants indépendants aussi bien que les chaînes étaient représentés aux réunions et consultations que j'ai eues. Les quantités qui leur sont allouées sont en juste proportion de leur volume d'affaires et de leur nombre. J'ai certes l'intention de m'acquitter de cette triste tâche de restreindre les importations d'une manière qui dérangera le moins possible les détaillants et les importateurs. Le député doit se rendre compte que des emplois canadiens sont en jeu et que l'accroissement soudain et très rapide des importations de chaussures cause de sérieuses difficultés aux fabricants de chaussures canadiens. Je m'attends qu'il fasse preuve de compassion envers les travailleurs canadiens qui ont perdu leur emploi à cause de cela.

● (1500)

PETRO-CANADA**L'ACHAT DES STATIONS-SERVICE DE LA BRITISH PETROLEUM**

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré au comité, vendredi matin, que le gouvernement tenait beaucoup à acheter des stations-service pour protéger les emplois des Canadiens. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut-il nous dire pourquoi l'achat des stations-service de la British Petroleum est devenu une priorité, qui passe avant les pensions et les allocations familiales et en quoi cela protégera les Canadiens?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je pense que nous avons très bien expliqué à la Chambre des communes. Cette transaction commerciale réalisée par Petro-Canada qui a racheté les stations-service de BP. Comme les affaires sont excellentes pour Petro-Canada, cette dernière pourra payer facilement, car elle vendra 20 p. 100 de plus d'essence que la compagnie actuelle. Quant aux autres observations du député, ce n'est pas pour protéger des emplois. Petro-Canada a fait là un bon investissement qui sera rentable, comme toute bonne décision commerciale.

M. Hawkes: Madame le Président, plus Petro-Canada vend, plus nous achetons au Mexique, au Venezuela et dans d'autres pays.

M. Chrétien: Ce n'est pas vrai.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): L'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a été l'un des plus grands destructeurs d'emplois de toute notre histoire. Il a détruit environ 40 p. 100 des emplois de ce secteur et des industries connexes.

M. Nielsen: Lalonde le grand destructeur!

M. Hawkes: Le ministre nous laisse-t-il entendre que nous allons au contraire rétablir des emplois dans ce secteur et les industries connexes qui desservent les compagnies pétrolières et gazières?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je signale au député que, selon les chiffres de la semaine dernière, les tours de forage fonctionnaient à 76 p. 100 de leur capacité, les meilleurs chiffres depuis longtemps, étant donné qu'au printemps, ce taux ne s'établissait qu'à 22 p. 100.